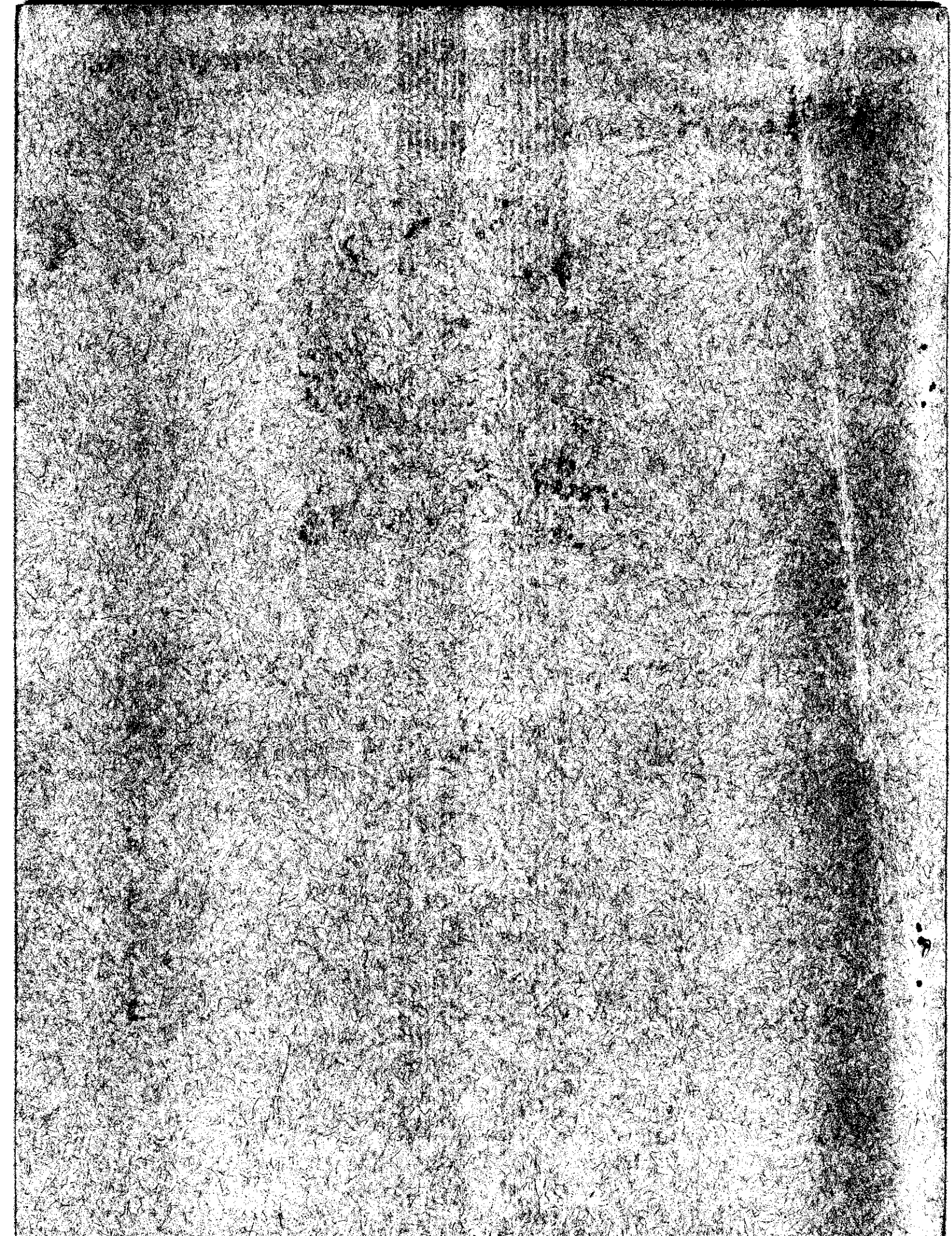


ECA
336.3(662)
063
C7665 c.1





United Nations
Economic Commission for Africa



Multidisciplinary
Regional Advisory Group

**LA CONVERSION DE DETTES POUR LE DEVELOPPEMENT
AU MALI**

**Rapport de mission
(Bamako, 19-25 janvier 1996)**

**Par
M. Labidi
Conseiller régional principal
GMCR/CEA**

ECA

336.3(662)063

C7665

C.1

SOMMAIRE

	PAGE
Résumé	1
I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES	3
II. LA PROBLEMATIQUE ET LES MECANISMES DE LA CONVERSION DE DETTE POUR LE DEVELOPPEMENT	4
- La conversion de dettes, un des instruments d'allégement de la dette	
- Les différents types de conversion de dettes	
- Les acteurs et les mécanismes de la conversion de dettes pour le développement	
- L'importance de la maîtrise technique du processus de la conversion et de la publicité la concernant	
- Exemples de projets financés par des opérations de conversion de dettes	
III. LES POSSIBILITES DE CONVERSION DE DETTES POUR LE DEVELOPPEMENT AU MALI	13
IV. RECOMMANDATIONS	20
V. PROPOSITION DE MISE EN PLACE D'UN PROJET D'APPUI A LA CONVERSION DE DETTES	26

ANNEXES

1. Axes, objectifs, résultats et budget prévisionnel du
projet d'appui à la conversion de dettes
2. Liste des personnes rencontrées
3. Liste des ONG ayant participé à l'atelier des 22 et 25
janvier 1996
4. Quelques références bibliographiques

RESUME

i. L'objet de la mission, conduite au Mali du 21 au 25 janvier 1996, était de présenter aux ONG maliennes les problèmes de conversion de la dette, d'examiner les possibilités de conversion de dettes pour le développement économique et social du Mali et de lancer une assistance permettant aux ONG de bénéficier d'un processus de conversion de dettes et de préparation de projets. Dans ce but, un atelier d'information, suivi par de nombreuses ONG, a été organisé et des contacts ont été pris.

ii. La problématique et les mécanismes de la conversion de dettes ont été explicités. Il a été mis en lumière que la conversion est un instrument mis au point pour faciliter l'allégement de la dette extérieure. Elle est l'une des possibilités offertes lors des rééchelonnements décidés par les Clubs de Paris et de Londres.

iii. Au Mali, comme dans les autres pays, il pourra être mené différents types de conversions de dettes selon leur objet: nature, environnement, agriculture, éducation, développement de l'enfant; famille, santé ... L'étude d'exemples d'opérations de conversion montre leur diversité. Elle indique aussi qu'elles ne sont pas encore très répandues en Afrique où elles ont surtout été menées dans des pays à monnaie inconvertible. La faiblesse de la part de la dette commerciale y rend plus difficile les opérations de conversion de la dette.

iv. La bonne fin des opérations de conversion exige que créanciers et débiteurs y trouvent leur intérêt. Elle demande un large travail d'information auprès des créanciers, des débiteurs et des organismes, en particulier les ONG, pouvant en bénéficier. Mais elle exige aussi des capacités techniques pour mener à bien le choix des dettes éligibles, les négociations avec les créanciers et la préparation de projets de développement à financer.

v. Suite à la mission, il apparaît que des progrès dans la conversion de dettes au Mali sont liés au suivi de cinq recommandations principales:

- 1 - Elaborer une politique nationale de conversion de dettes
- 2 - Mieux préparer les projets susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes
- 3 - Mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion
- 4 - Mieux informer et former les acteurs concernés par la conversion de dettes

5 - Mettre en place des appuis institutionnels à la conversion de dettes

vi. Pour aider à la mise en oeuvre de ces recommandations, la mission propose la mise en place, avec le soutien du PNUD, d'un projet d'appui à la conversion de dettes pour le développement. Ce projet, qui se déroulerait pendant environ 30 mois, permettra aussi bien le lancement du processus de conversion de dettes que l'impulsion de la préparation de projets d'ONG. Il sera une contribution aussi bien à la maîtrise de sa dette par le Mali qu'au renforcement des ONG maliennes.

I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES

1. La présente mission, conduite au Mali du 19 au 25 janvier 1996 par M. M. Labidi, Conseiller régional principal de la CEA, portait sur la conversion de dettes au profit du développement. Elle répond à la requête du Secrétariat de Concertation des ONG maliennes (SECO/ONG). Le SECO/ONG avait eu aussi des contacts antérieurs avec le RADEV, ONG basée à Addis-Abéba qui lui avait indiqué que la CEA pouvait lui apporter un appui technique.
2. La mission a été organisée de façon efficace par le SECO/ONG. Elle a rencontré un certain nombre de responsables de l'administration, d'ONG nationales et internationales ainsi que d'organismes de coopération (voir en annexe la liste des personnes rencontrées et des participants à l'atelier). Son bon déroulement a été facilité par l'appui du Bureau du PNUD à Bamako.
3. Au cours de la mission a commencé une assistance aux ONG maliennes pour qu'elles lancent à leur profit un processus de conversion de la dette.
4. Au cours de la mission, M. Labidi a présenté aux ONG les problèmes de conversion de la dette; examiné les possibilités de conversion de dettes au Mali; aidé les ONG à lancer à leur profit un processus de conversion de dettes et à présenter des projets à soumettre à des bailleurs de fonds. Dans ce cadre, un atelier de travail regroupant environ 40 ONG a été organisé, ces ONG ayant proposé une cinquantaine de projets.
5. Les services maliens concernés, le PNUD et les ONG internationales contactées ont montré un intérêt certain aux possibilités de la conversion de dettes, il reste à explorer davantage les possibilités qui s'ouvrent réellement. Le SECO/ONG a souhaité que la CEA continue à soutenir le processus, en particulier en organisant une prochaine mission en 1996.
6. Après la présentation de la problématique générale et des mécanismes de la conversion de dettes, il a été fait un premier examen de ses possibilités au Mali. Des recommandations ont été ensuite formulées, en particulier pour la mise en place d'un projet d'appui institutionnel.

II. LA PROBLEMATIQUE ET LES MECANISMES DE LA CONVERSION DE DETTE POUR LE DEVELOPPEMENT

7. Au cours de l'atelier d'information tenu les 22 et 25 janvier 1996, un exposé a été présenté par M. Labidi sur la problématique de la conversion de dettes. Les différentes séances de travail de la mission ont permis de mieux cerner ses possibilités réelles au Mali.

8. Il a été rappelé que l'idée de conversion de dettes pour le développement est née du spectacle du poids de la dette pour des pays en développement ne pouvant faire face à des dépenses sociales élémentaires. Ainsi, un document du PNUD constate qu'"à la fin de 1993, la moyenne annuelle par habitant du remboursement du service de la dette équivalait à 93 dollars, dans le cas des 48 pays à faible et moyen revenu sévèrement endettés. Ces engagements étaient approximativement le double de la moyenne annuelle par habitant des dépenses publiques en éducation et en santé".

9. Le succès d'opérations de conversion de dette serait donc le bienvenu pour le Mali car la dette extérieure y est une lourde charge. D'un montant de 1557 milliards de francs CFA (au 31 décembre 1994), la dette bilatérale en représente 52,8% et la dette multilatérale 47,2%. Une partie de cette dette est éligible à la conversion de dettes.

10. La conversion de dette apparaît comme l'un des instruments de l'allègement de dettes. Différents types de conversion de dettes sont possibles. La connaissance et la maîtrise de ces mécanismes est indispensable,

2.1. La conversion de dettes, un des instruments d'allègement de la dette extérieure

11. Les opérations de conversions de dettes sont prévues aussi bien par le Club de Paris (dette publique et publiquement garantie) que par le Club de Londres (dette commerciale). Elles y sont considérées comme l'une des modalités possibles d'allègement et de réduction de la dette.

La dette publique et les conditions du Club de Paris

12. L'essentiel de la dette du Mali, comme celle des autres pays à bas revenus lourdement endettés, est publique ou publiquement garantie. Elle relève donc presque exclusivement du Club de Paris. Celui-ci, outre des opérations d'annulation et de rééchelonnement de dettes, prévoit des opérations de conversion de dettes.

13. Selon la situation du pays, le Club de Paris applique aux opérations d'allégement ou de rééchelonnement de dettes: les termes de Toronto améliorés; les termes de Naples; les termes de Houston et les termes standards. Il est bon d'en connaître le contenu car les opérations de conversion ne peuvent pas être moins favorables qu'elles ne le sont. Notons aussi que, par delà les procédures du Club de Paris, tout ou partie de la dette publique concessionnelle a été annulée par quelques pays développés.

14. Pour les pays à bas revenu lourdement endettés (c'est le cas du Mali), ce sont les Termes de Toronto améliorés (Enhanced Toronto Terms) ou les Termes de Naples qui sont utilisés.

15. Les Termes de Toronto améliorés: Les Termes de Toronto améliorés sont définis en référence à la période de rééchelonnement de la dette (12-18 mois), aux termes de remboursement, aux possibilités de conversion et aux critères d'éligibilité. Leur contenu est le suivant (Source: World Debt Tables, 1994-95):

- a) La période de rééchelonnement: Un agrément initial rééchelonne la dette qui échoit pendant la période de 12-18 mois;
- b) Les termes du remboursement: L'Aide publique au développement APD (ODA debt) ou dette concessionnelle est rééchelonnée sur 30 ans (30 ans de maturité) avec 12 ans de période de grâce; la dette non-APD (non ODA debt) ou dette non-concessionnelle est réduite de 50% selon trois options sélectionnées par les créiteurs;
- c) Possibilités de conversion (swap): Les programmes de conversion de la dette sont possibles jusqu'à un plafond de 10% pour la dette non-APD (jusqu'à 20% pour des cas exceptionnels) et sans plafond pour la dette APD.
- d) Eligibilité: Sont éligibles les pays AID (IDA) de la Banque mondiale lourdement endettés, menacés par un défaut immédiat de paiement, sous programme d'ajustement et déterminés cas par cas.

16. Les Termes de Naples: Depuis décembre 1994, le Club de Paris met en oeuvre, pour les rééchelonnements des pays à bas revenus les plus pauvres (500\$ ou moins de revenu par tête) et les plus lourdement endettés (ratio dette/exportations supérieur à 350%), les Termes de Naples. Ces pays, sous programme avec le FMI, bénéficient soit d'une réduction de 67% des échéances de remboursement pendant la période consolidée, soit d'une réduction allant jusqu'à 67% de l'ensemble du stock de leur dette publique et non plus uniquement des seules échéances de remboursement.

La dette commerciale non-garantie et le Club de Londres

17. Le Club de Londres traite la dette commerciale privée non publiquement garantie des pays lourdement endettés sous programme du FMI. La conversion de dettes est l'un de ses menus. Il y est offert soit l'approche du Plan Brady, soit différentes opérations de réduction de la dette (rachat de dettes, conversion en titres et bons d'intérêt inférieur, restructuration de la dette...).

18. La Banque mondiale, pour ce qui est de la dette commerciale non-garantie, peut aider à la conversion de dettes, ce dans le cadre des facilités qu'elle a développées pour les pays IDA sous programme FMI: la Facilité de réduction de la dette et la Facilité de cinquième dimension. La Facilité de réduction de la dette (Debt Reduction Facility, DRF) fournit des dons jusqu'à 10 millions de dollars pour racheter des dettes commerciales sur le marché secondaire et pour des projets d'échange de dettes contre développement. La Facilité de cinquième dimension (Fifth Dimension Facility) fournit des dons pour payer les intérêts de la dette commerciale.

Quelques autres prises de positions sur la conversion de dettes

19. Des propositions africaines sur la conversion de dettes se trouvent, à côté d'autres suggestions sur la dette, dans la déclaration du Conseil des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, tenu en mai 1995. Ils demandent la réduction de la dette commerciale par la mobilisation de ressources supplémentaires pour le Plan Brady et la Facilité IDA. Ils estiment que jusqu'à présent il n'a pas été dégagé de solution durable au problème de la dette. Ils demandent son allègement substantiel et l'accroissement des flux concessionnels. Ils proposent l'amélioration des Termes de Naples par la réduction de 80% du stock de la dette non-concessionnelle (y compris les intérêts accumulés), l'annulation de la dette concessionnelle, la réduction de la dette multilatérale.

20. Le Sommet social de Copenhague pour le développement social de mars 1995 a demandé la promotion des techniques de conversion de la dette appliquées à des programmes sociaux de développement. Il invite les institutions financières internationales à examiner des approches innovatrices pour assister les pays à bas revenus ayant une forte proportion de dette multilatérale, en vue d'alléger la charge de leur dette.

21. Le PNUD, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'action du sommet social, a soumis à la réflexion un projet de création de fonds de partenariat social alimentés par le paiement de la dette, ces fonds devant être utilisés pour renforcer des

capacités pour le développement social (voir un document de réflexion du PNUD, Bureau régional pour l'Afrique, 1995). Ce document interne suggère que "les pays débiteurs pourraient, contre un allègement rapide de la dette, accepter d'utiliser les épargnes issues des efforts concertés de leurs créanciers pour financer des programmes de développement soigneusement élaborés dans le but d'atteindre de meilleurs indicateurs de développement clairement définis dans les pays concernés". Les fonds de partenariat national seraient placés sous la gestion du gouvernement, avec la participation à la fois des bailleurs et de la société civile, particulièrement les ONG ...".

2.2. Les différents types de conversion de dettes

22. Différentes modalités de conversion de la dette au profit des pays en développement endettés ont été mises en place au cours des dernières années. Nous avons déjà vu que le Club de Paris prévoit qu'une partie des dettes rééchelonnées peut faire l'objet de conversions de dette. Les créances utilisées lors de telles opérations peuvent être détenues par des banques commerciales, des créanciers publics, des organismes de crédit à l'exportation...

23. On appelle conversion de dettes toute transaction dans laquelle un gouvernement échange une dette extérieure contre de la monnaie locale, un instrument financier local ou des actifs. Souvent, cette échange tire parti d'une décote (pouvant atteindre 80 ou 90%) de la dette sur le marché secondaire de la dette. L'avantage de cet échange de dettes peut être appréciable si la réduction de la dette est importante, bien plus importante que les dépenses en monnaie locale qui en ont résulté, et d'autre part, si le pays concerné peut dégager de la monnaie locale et l'utiliser à bon escient.

24. On peut distinguer trois grandes catégories de conversion: la conversion de dettes contre actifs, la conversion de dette pour le développement, les autres conversions.

25. On appelle conversion de dettes contre actifs (debt-equity SWAP), un échange de dettes permettant de financer un investissement privé, que cela soit un investissement direct ou l'achat d'actions dans une firme locale privée ou publique. Une conversion de dettes contre actifs peut faire partie d'une opération de privatisation.

26. Une conversion de dette pour le développement (Debt for Development Conversion) est un échange de dette sur une base non-lucrative pour favoriser le développement ou le bien-être social. Dans cette catégorie, il peut être distingué différents types d'échanges de dette selon leur objet: nature, environnement,

agriculture, éducation, développement de l'enfant; famille, santé...

27. Il existe d'autres opérations de conversion de la dette: contre cash, contre obligations et autres instruments financiers, contre exportations...

2.3. Les mécanismes et les acteurs de la conversion de dette pour le développement

28. Les mécanismes de conversion résultent des caractéristiques financières et juridiques des dettes. Ils s'inscrivent dans le cadre de la procédure de mise en oeuvre de la conversion. Cette procédure recouvre les composantes suivantes: soumission d'une demande de conversion au ministère des finances ou à la banque centrale; autorisation donnée par l'Etat; rachat de la dette; paiement des fonds; mise en oeuvre du projet. L'autorisation précise: le montant de la dette à convertir, le prix et les procédures de son rachat, le montant de la contrepartie en monnaie locale et les modalités de son versement.

29. Une conversion de dettes comporte les trois éléments principaux suivants:

- a) Une société privée ou une ONG ayant un projet dans un pays P achète en devises une dette de ce pays P (le plus souvent sur le marché secondaire);
- b) Le pays P accepte d'échanger cette dette contre des actifs, de la monnaie locale ou des instruments financiers en monnaie locale, la valeur en monnaie locale étant négociée entre les deux parties;
- c) La société privée ou l'ONG utilise la monnaie locale obtenue pour financer un programme ou un projet approuvé par le gouvernement.

30. Les opérations de conversion de la dette peuvent être facilitées par la mise en place de programmes couvrant les différents types de conversion de dettes. De tels programmes doivent correspondre aux besoins et objectifs du pays ainsi qu'aux préoccupations des bailleurs de fonds et des ONG. Un tel programme doit préciser les objectifs visés; les dettes éligibles à la conversion; les types de conversion retenus; les types d'entreprises, d'ONG et d'institutions éligibles; les procédures de candidature et d'approbation des opérations de conversion; les modalités de mise en place de fonds locaux individuels et collectifs de conversion; les termes de la conversion (termes

financiers, les types de dépenses pouvant être prises en charge), la procédure de mise en oeuvre des conversions.

31. Trois principaux acteurs interviennent dans les opérations de conversion: le débiteur, le créancier, l'investisseur ou l'ONG (organisation non-gouvernementale). Mais interviennent aussi d'autres catégories d'acteurs: courtiers, organisations bilatérales et multilatérales, bureaux d'études etc.

32. Les débiteurs sont publics et privés. Le débiteur est un pays lorsqu'il s'agit de dette publique ou publiquement garantie.

33. Trois catégories de créanciers peuvent être distingués: les créanciers officiels; les créanciers privés garantis par l'Etat; les fournisseurs privés et banques commerciales non-garantis. Ces créanciers sont: les Etats de pays créanciers (Trésor, Agence étatique de financement ou d'assurance à l'exportation), des banques, des entreprises, des organisations multilatérales.

34. Les organisations internationales peuvent s'impliquer dans les conversions de dettes: Banque mondiale, Fonds monétaire international, banques régionales, UNICEF, OMS, FAO, etc.

35. Les ONG internationales peuvent être intéressées par des opérations de conversion de dettes: Union mondiale pour la nature, universités, World Vision International, CARE, AFRICARE, Debt for Development Coalition etc.

36. Les ONG nationales sont l'un des instruments de mise en oeuvre des opérations de conversion de dette pour le développement. Elles sont intéressées par une telle opération car elle leur procure un moyen de financement supplémentaire, par l'Etat ou les bailleurs de fonds étrangers de leurs projets.

2.4. L'importance de la maîtrise technique du processus de la conversion et de la publicité la concernant

37. L'Etat doit faire connaître les possibilités de la conversion de dettes aux acteurs concernés: à la communauté des ONG, à la communauté des créditeurs, aux autres sources potentielles de financement. S'ils ne sont pas correctement informés les conversions souhaitées ne se feront pas. Aussi, tout un travail d'information et de sensibilisation est à promouvoir. Ainsi, des ateliers d'information sont à organiser et des cellules particulières sont à mettre en place pour appuyer spécifiquement tout le processus de conversion. Il faut présenter aux créditeurs et aux sources possibles de financement: les possibilités de la conversion, les projets des ONG, les facilités offertes pour le traitement comptable et fiscal de leur participation.

38. Les compétences techniques à mettre en oeuvre pour assurer une conversion dépendent des tâches à exécuter. Elles nécessitent la maîtrise de domaines tels que:

- a) situation et analyse de la dette:
- b) contexte juridique de la dette:
- c) politique nationale de conversion de la dette
- d) identification, préparation et suivi des programmes et projets d'investissements au profit des ONG
- e) négociation des conversions de dettes

39. Pour réaliser ces tâches, chaque acteur doit jouer le rôle qui est le sien. Pour les aider à les accomplir, un bureau d'étude ou une assistance technique peuvent être très utiles.

2.5. Exemples de projets financés par des opérations de conversion de dettes

Aperçu sur la politique de quelques pays développés

40. La dette des pays africains est surtout publique et publiquement garantie. L'essentiel de leur dette commerciale (celle des pays à bas revenus) a déjà fait l'objet de provisions pour pertes dans les bilans des banques concernées. La dette concessionnelle (Aide publique au développement) a été en bonne partie annulée. Les dettes de la majorité des pays africains sont surtout dues à des organismes publics d'assurance à l'exportation: COFACE en France; Export Credit Guarantee Department (ECGD) en Grande Bretagne; Swiss Export Credit Agency (ERG) en Suisse; la SACE en Italie etc.

41. La politique officielle du Club de Paris est de favoriser - ou du moins de ne pas s'opposer à - des conversions de dette pour le développement. Les accords qui y sont signés prévoient et autorisent de telles conversions. En fait, les concrétisations de cette politique sont jusqu'ici peu nombreuses. Il y a de nombreuses raisons à cela: avantage financier réduit pour les débiteurs et créanciers, difficultés juridiques, complexité supposée de l'opération, exclusion de la dette multilatérale de la dette éligible, facilités insuffisantes pour la conversion de la dette commerciale garantie publiquement.

42. Pour la dette commerciale, la Banque mondiale a créé pour les pays les moins développés la Facilité de réduction de la dette (Debt Reduction Facility for IDA) en 1989 ainsi que la Facilité de la 5^e dimension. La Suisse a créé en 1991, sur le même modèle, la Debt Reduction Facility (chargée de racheter des dettes commerciales garanties et non-garanties).

43. Sur la base de ces opportunités ont pu être concrètement réalisées différents types de conversions pour le développement, surtout dans des pays à monnaie inconvertible. Donnons des exemples de ces projets financés par des opérations de conversion.

Les conversions de la dette réalisées pour l'enfant et la famille

44. Dans le cadre des efforts de conversion de dettes, l'UNICEF et des ONG internationales ont réalisé ou proposé des échanges de dettes pour le développement de l'enfant (Debt for Child Development) et la famille.

45. Jusqu'en 1994, neuf pays ont bénéficié des initiatives de l'UNICEF, mais avec des avantages très inégaux. D'après les statistiques disponibles (en dollars), la valeur faciale de la dette retirée aurait été de 189 millions, le coût de rachat de la dette de 24 millions et les fonds générés en monnaie locale de 46 millions.

46. Ces allègements sont permis par la mobilisation simultanée des ressources en devises et de fonds gouvernementaux en monnaie locale attribués à des programmes sociaux. La mobilisation de devises est l'oeuvre des comités nationaux UNICEF qui prendront des initiatives pour le rachat de la dette du pays considéré sur le marché secondaire ou pour sa remise à son profit en tant que don. Cette dette en devises est ensuite échangée contre de la monnaie locale, pour une somme fixée après négociation avec le gouvernement, en liaison avec la décote obtenue sur le marché secondaire. Théoriquement, ces financements permettraient la génération de programmes sociaux de 3 à 5 millions de dollars chacun.

47. Au Sénégal, en décembre 1993, l'UNICEF a organisé une conversion au profit de la purification des eaux et de l'assainissement, de l'éducation et de la santé. Pour cela, l'UNICEF a acheté pour six millions de dollars une dette due à l'Argentine, dont la valeur nominale était de 24 millions de dollars. Le Gouvernement du Sénégal a payé à l'UNICEF l'équivalent de 11 millions de dollars en francs CFA sur une durée de 3 ans.

48. En République centrafricaine (RCA), l'UNICEF propose actuellement la conversion d'une dette de 12 millions de dollars. Etant donné sa valeur sur le marché secondaire (15% de sa valeur nominale), ces 12 millions seraient rachetés par des comités nationaux UNICEF pour 1,8 millions de dollars. Le Gouvernement de la RCA est sollicité pour donner en FCFA 30% de la valeur nominale, soit l'équivalent de 3,6 millions de dollars en faveur d'un programme de coût local élevé. Le Gouvernement hésite à donner son accord car son budget national fait déjà face à de nombreuses

contraintes; les décaissements annuels, même résultant d'un étalement sur une période de trois ans ou plus, sont plus élevés que ceux annuellement dûs après un rééchelonnement.

Les conversions de la dette pour la santé

49. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des ONG internationales considèrent que les conversions de dette peuvent être utilisées pour accroître les moyens de financement de la santé. L'OMS considère que son rôle est d'apporter son assistance technique pour identifier des projets pouvant faire l'objet de conversion de dette, de mobiliser des ressources, d'agir en tant qu'intermédiaire entre donateurs, gouvernements et agents intéressés.

50. Des exemples de conversion au profit de la santé sont celles réalisées pour combattre la cécité des rivières au Nigéria. Onze opérations ont été organisées depuis 1993 par une ONG américaine, la Fondation sur la cécité des rivières, ce pour distribuer les médicaments nécessaires. 500.000 EU\$ ont été investis par l'ONG qui a obtenu en monnaie locale l'équivalent de 750.000 EU\$; l'équivalent d'une dette de 1,4 millions EU\$ a été ainsi annulée.

Les conversions de dette pour la nature

51. La FAO et l'Union mondiale pour la nature voudraient être particulièrement actives dans le domaine de la conversion de dette pour la protection de l'environnement. Elles souhaitent financer: des études et recherches sur les écosystèmes; l'acquisition de terres pour leur conservation; la reforestation et la gestion des forêts; la lutte contre l'érosion; la mise en place de bases de données environnementales; la promotion de l'écotourisme; la formation, l'étude des ressources naturelles etc.

52. Donnons l'exemple d'une opération faite aux Philippines par l'Union mondiale pour la nature & World Wildlife Fund. Avec des fonds donnés par l'USAID, WWF a acheté pour 12,97 millions EU\$ une dette de 19 millions de EU\$; en contrepartie, le gouvernement a donné en monnaie et effets locaux 17,1 millions de \$. Cette somme a permis la création de la Fondation philippine pour l'environnement.

53. En Tanzanie, en 1994, une compagnie privée a organisé une conversion de dette contre actions pour financer un projet touristique en Tanzanie. Ainsi, 6,9 millions de EU\$ de dette ont été annulés après leur rachat pour 2,2 millions de EU\$ par la compagnie; le gouvernement a donné en monnaie locale l'équivalent de 5 millions de EU\$ (les investisseurs ont donc gagné 3,6 millions de \$).

III. LES POSSIBILITES DE CONVERSION DE DETTES POUR LE DEVELOPPEMENT AU MALI

3.1. La dette extérieure du Mali

54. Au 31 décembre 1994, l'encours de la dette était de 1557,2 milliards FCFA. Sa répartition par créanciers est donné aux pages suivantes ¹.

55. Les créanciers bilatéraux représentent 52,8% de cette dette, les multilatéraux 47,2%. La quasi-totalité de la dette est concessionnelle et rares sont les prêts commerciaux. La part des prêts financiers (ajustement structurel, balance des paiements) est importante. L'Aide publique au développement (ADP) représente l'essentiel de cette dette et ses conditions moyennes, favorables, seraient les suivantes:

- durée moyenne de remboursement: 30-32 ans
- différé moyen: 9-10 ans
- taux d'intérêt moyen: 1,6% par an

56. En 1994, Le ratio du service de la dette due par rapport aux exportations est de 22,2% (40,5% avec la dette de la Chine et de l'ex-URSS). En 1994, sur 278,4 md de CFA de dépenses publiques prévues, les intérêts dûs se montent à 23,9 md FCFA et l'amortissement se monte (base engagements) à plus de 60 md FCFA. En 1995, le service de la dette, après rééchelonnement et moratoire, se monte à 54 md de FCFA, soit plus que le poste masse salariale dans les dépenses publiques.

3.2. La politique d'endettement du Mali et les propositions de conversion du Club de Paris

57. Le cadre général de cette politique suppose l'existence d'accords globaux avec le FMI. Les conditions du rééchelonnement de la dette lors du Club de Paris de 1992 fournissent des données de base de cette politique d'endettement. L'une des options du Club de Paris est l'annulation de la moitié des échéances des crédits non concessionnels et leur consolidation au taux du marché

¹ Voir Rapport de la Direction générale de la dette publique du 22 février 1995, cité par "Situation de la dette extérieure du Mali" par Amadou Diallo, Bamako, 1995.

MINISTERE DES FINANCES
ET DU COMMERCE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

DIRECTION DE LA DETTE
PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE DU MALI : ENCOURS AU 31/12/1994

(EN MILLIARDS DE F CFA)

CRENACIERS

ENCOURS AU 31/12/1994

1 - Bilatéraux

822,8 (52,8 %)

1.1 - Club de Paris

306,8

1.1.1. France

282,6

C.F.D (Caisse Française
de Développement) et
Banque de France

120,9

Trésor Français

1,5

Trésor Français
(Compte d'opérat.)

150,5

Coface

9,7

1.1.2. ITALIE

8,2

Mediocredito

7,4

Sace

0,8

1.1.3. PAYS-BAS

3,2

NCM (Assurance de crédit)

3,2

1.1.4. SUISSE

-

Société de Banque Suisse

-

1.1.5. ROYAUME-UNI

12,8

British aerospace

ECGD (Assurance de crédit)

12,8

1.1.6. USA

0,02

USAID

0,02

Total (1-1)

306,8 (19,7 %)

1.2 - Autres bilatéraux	516,0
1.2.1. Fonds d'Abu Dhabi	16,7
1.2.2. Algérie	13,6
1.2.3. Bulgarie	-
1.2.4. Chine	68,7
1.2.5. Côte d'ivoire	3,9
1.2.6. DEG (Deutsche Investitions-und Entwicklungsgesellschaft)	-
1.2.7. KRUPP	-
1.2.8. Ghana	-
1.2.9. Egypte	10,7
1.2.10. Japon	25,1
1.2.11. Libye	4,2
1.2.12. DIFIDA	-
1.2.13. Fonds Saoudien	52,6
1.2.14. Russie	296,7
1.2.15. UNEFICO	-
1.2.16. UTH	-
1.2.17. Fonds Koweïtien	12,0
1.2.18. IRAK	11,8
Total (1-2)	516,0 (33,1 %)

2 - MULTILATERAUX

734,4 (47,2 %)

2.1. BAD (Banque Africaine de Développement)	7,9
2.2. FAD (Fonds Africain de Développement)	162,8
2.3. F.A.S.A.A. (Fonds Arabe Spécial d'Aide à l'Afrique)	2,5
2.4. B.A.D.E.A. (Banque Arabe pour le Dévelop- pement Economique en Afrique)	11,7
2.5. B.E.I (Banque Européenne d'Investissement)	16,2
2.6. FOSIDEC	1,6
2.7. F.M.I	37,8
2.8. C.E.E /IDA	4,8
2.9. IDA	418,7
2.10. B.I.D	21,4
2.11. Fonds spécial OPEP	11,2
2.12. F.E.D	15,2
2.13. Fonds C.E.D.E.A.O	1,5
2.14. B.O.A.D.	0,2
2.15. F.I.D.A.	20,9
Total (2)	734,4 (33,1 %)

Total Général : (1-1. + 1-2. + 2) 1 557,2

(1) B.C.E.A.O. exclue 49,6

NB. : L'annulation de dette (France : 120,9 et Italie : 7,4) n'est pas déduite ici.

avec une durée de remboursement de 23 ans (dont 6 ans de grâce). L'autre option est la consolidation à un taux d'intérêt concessionnel de manière à réduire de 50% la valeur actualisée des paiements. Dorénavant, les conditions de Naples fournissent de nouveaux points de repères à cette politique d'endettement.

58. Un document de mai 1994 de la Direction générale de la Dette publique permet de compléter la description de la politique d'endettement du gouvernement. Celle-ci consisterait à:

- Choisir des projets pertinents vers lesquels des financements doivent être drainés, projets dont les caractéristiques (durée, taux de rentabilité, temps de récupération) influent sur les conditions du prêts;
- Chercher à obtenir des prêts hautement concessionnels (type AID) et des dons;
- Ne contracter et ne garantir que des prêts concessionnels pour les durées supérieures à un an, sauf pour les prêts à court terme et les refinancements;
- Restructurer les prêts non concessionnels à des conditions concessionnelles;
- Subordonner tout prêt et tout tirage à l'autorisation préalable du Ministère des Finances, à l'adoption de l'accord de prêt en Conseil des Ministres et à sa ratification par l'Assemblée nationale;
- Centraliser à la Direction de la dette tout règlement au titre de la dette, ce par tenue d'un tableau d'amortissement et les instructions de transfert données à la BCEAO par l'intermédiaire du Trésor.

59. Dans le procès-verbal du Club de Paris d'octobre 1992, il est indiqué que le "Gouvernement ou les organismes appropriés de chaque pays créancier participant peut vendre ou échanger, dans le cadre de conversions de dettes en projets pour la protection de l'environnement, en projets d'aide, ou en investissements ou d'autres conversions de dette en monnaie locale:

- (i) les montants d'encours au titre des prêts d'aide publique au développement et gouvernementaux directs, conclus avant le 1er janvier 1988 ou résultant de précédents rééchelonnements;
- (ii) les montants d'encours au titre des prêts commerciaux et autres prêts, jusqu'à 10% du montant des encours de

créances au 30 septembre 1992 ou jusqu'à un montant de 10 millions de US dollars si ce montant est plus élevé.

60. Les autorités maliennes sont favorables à la mise en oeuvre de conversions. Ainsi, dans une lettre de septembre 1995 adressée au Président de SECO/ONG, le Ministre des finances le félicite pour son initiative dans ce domaine, il l'"autorise à faire acquérir une partie de la dette publique extérieure du Mali par des ONG étrangères en faveur des ONG maliennes dans le but de financer des projets de développement à la base". Par ailleurs, il lui demande "de prendre attache avec la Direction générale de la Dette publique en vue: de l'identification des dettes qui serviront de supports à ces transactions; de la détermination de la décote; de déterminer les modalités de remboursement de la dette résiduelle; de convenir des mécanismes de contrôle de bonne fin des transactions."

3.3. La dette éligible à la conversion

61. Comme on le sait, la dette multilatérale n'est jusqu'à présent ni rééchelonnable ni convertible. Mais il ne faut pas exclure que dans l'avenir des opportunités s'ouvrent dans ce domaine, d'où l'utilité de s'y préparer ou de les encourager.

62. La dette bilatérale des membres du Club de Paris est faible, 306,8 md de francs CFA au 31 décembre 1994, puisqu'une bonne partie a déjà été annulée. De plus, sur ce montant, si les 150,5 milliards de FCFA de dette au Trésor français (compte d'opération) ne sont pas éligibles à la conversion de dettes, la dette restante ne serait que 156,2 md de francs CFA. La dette restante étant essentiellement commerciale, seuls 10% de la dette pre-cut-off (d'avant 1988) venant à échéance, soit au maximum 15,6 Md de francs CFA, peut être convertie. Ces évaluations sont bien sûr à vérifier. Comment évolueront ces montants si les conditions de Naples sont appliquées au Mali?

63. Le traitement de la dette bilatérale en provenance des pays qui ne sont pas membres du Club de Paris (des autres bilatéraux) est à clarifier du point de vue des possibilités de conversion.

64. Ainsi donc, lors du prochain Club de Paris et lors des contacts avec les autres bilatéraux et les organisations internationales, il faudrait faire des propositions pour élargir la notion de dette éligible. Par ailleurs, il faut dès maintenant prendre contact avec les créanciers publics du Mali, ce pour les créances les concernant, en particulier le Trésor français, la COFACE en France, la SACE en Italie, la NCM aux Pays-Bas, l'ECGD au Royaume Uni et l'USAID.

3.4. Les positions des différents acteurs

65. Les contacts pris ont confirmé l'attitude des différents acteurs concernés par la conversion.

66. Les ONG maliennes sont très intéressées. Au nombre d'environ 400 (une centaine sont vraiment opérationnelles), les ONG sont intéressées par une telle opération car elle peut leur procurer des moyens de financement supplémentaire en provenance de l'Etat ou les bailleurs de fonds étrangers.

67. Le débiteur, en l'occurrence l'Etat, est intéressé si la conversion lui permet de réduire sa dette à des conditions acceptables. Les pouvoirs publics tiennent compte aussi de l'éventuelle contribution de cette réduction au développement économique et social. Une conversion de dette publique ne doit pas lui offrir des conditions moins favorables que celles du Club de Paris. Elle doit impulser l'investissement prioritaire.

68. Un créancier sera intéressé par le succès d'une conversion si elle lui permet de récupérer des dettes pour un montant au moins égal à celui qui l'aurait été par un autre moyen. Par ailleurs, pour des dettes irrécouvrables autrement, il y sera favorable s'il estime ainsi contribuer à une action de développement ou de solidarité.

69. Les Organisations et ONG internationales s'intéressent à une conversion si elle leur permet d'atteindre à moindre coût des objectifs fixés dans leurs programmes de travail ou si elle permet de mobiliser des fonds supplémentaires pour leurs activités. Celles rencontrées semblent peu informées de la possibilité de conversion. Cependant, au cours des derniers mois des initiatives ont été prises. Ainsi, la CEA, la FAO, l'IUCN et l'Association Finance for development ont déjà organisé à Bamako des ateliers de formation et d'information sur la conversion de dettes.

VI. RECOMMANDATIONS

70. Suite à la mission, il apparaît que des progrès dans la conversion de dettes au Mali sont liés au suivi de quatre recommandations principales:

- 1 - Elaborer une politique nationale de conversion de dettes
- 2 - Mieux préparer les projets susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes
- 3 - Mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion
- 4 - Mieux informer et former les acteurs concernés par la conversion de dettes
- 5 - Mettre en place des appuis institutionnels et d'assistance technique à la conversion de dettes

Recommandation 1: Elaborer une politique nationale de conversion de dettes

71. Au Mali, même si les autorités ont approuvé clairement le principe d'opérations de conversion de dettes, elles n'ont pas encore mis au point une politique précise de conversion de dettes. L'élaboration d'une politique nationale de conversion de dettes implique:

- la définition des orientations de la politique nationale de conversion
- la prise en compte de la situation de la dette extérieure du Mali
- la prise en compte des conditions et du contexte juridiques de cette dette
- la délimitation du rôle des acteurs concernés par les conversions
- l'éventuelle mise en place d'un programme national de conversion de la dette

72. Les opérations de conversion de la dette doivent s'inscrire dans le cadre d'orientations générales définies par les autorités

et peuvent être facilitées par la mise en place de programmes plus détaillés couvrant les différents types de conversion de dettes. De tels programmes doivent correspondre aux besoins et objectifs du pays ainsi qu'aux préoccupations des bailleurs de fonds et des ONG. Les orientations, et de façon plus détaillée un programme, doivent préciser:

- les objectifs visés par la conversion;
- les dettes éligibles à la conversion;
- les types de conversion retenus;
- les types d'entreprises, d'ONG et d'institutions éligibles;
- les procédures de candidature et d'approbation des opérations de conversion;
- les modalités de mise en place de fonds locaux individuels et collectifs de conversion;
- les termes de la conversion (termes financiers, les types de dépenses pouvant être prises en charge);
- la procédure de mise en oeuvre des conversions;
- les conditions juridiques des conversions;
- l'utilisation ou la mise en place de services: de fixation ou suivi des prix des conversions; de sélection et suivi des investissements; de décaissement et contrôle des produits de la conversion.

73. La maîtrise de la situation de la dette suppose que soient connus, analysés et/ou utilisés:

- la répartition de la dette par créanciers et emprunteurs, ainsi que son échéancier; les paiements budgétisés ou prévus de la dette;
- les conditions de la dette ainsi que des rééchelonnements ou annulations antérieurs; les dettes éligibles au rééchelonnement;
- les arriérés actuels de la dette et les difficultés de son paiement;
- les prix du marché secondaire de la dette et la valeur présente des dettes éligibles selon les variantes possibles de conversion;

- les politiques des créanciers;
- les documents relatifs aux contrats et modalités initiaux des dettes contractées.

74. La connaissance du contexte juridique de la dette signifie celle:

- des mesures réglementaires générales des pays débiteurs et créanciers, en particulier en matière de fiscalité et de transfert de fonds;
- des mesures réglementaires spécifiques liées à la conversion de dettes: clauses fiscales, clauses d'argent frais, réglementation des paiements de dividendes, mécanismes de subvention des taux de change etc ...
- des clauses spécifiques des contrats: clauses de traitement équitable, clauses de pré-paiement...

75. La délimitation du rôle des acteurs de la conversion est indispensable pour permettre aux initiatives de se développer dans ce domaine. Il faut dépasser l'attentisme ou la tendance à attendre des initiatives des autres acteurs. Il faut mieux connaître le rôle possible du pays débiteur et de l'Etat, des créanciers, des ONG nationales, des ONG internationales.

76. Ainsi donc le pays débiteur, qui doit se préoccuper de tous ces domaines de travail, doit tout particulièrement en définir le cadre et les procédures au niveau général:

- Mise en place de la réglementation et du cadre institutionnel de la conversion
- Mise en place des orientations d'un programme de conversion;
- Mise en place de structures de coordination et d'impulsion de la conversion (réunissant les ministères et organismes concernés) délimitation des catégories de dettes et de projets éligibles;
- Choix et autorisation des dettes et projets individuellement éligibles;
- Procédures de suivi et de contrôle des opérations de conversion;

77. Les tâches de l'ONG internationale sont essentiellement les suivantes:

- identifier des investissements et projets qui l'intéressent
- identifier les dettes éligibles et obtenir l'accord de conversion en sa faveur ou en celle d'une ONG nationale
- rassembler les dons nécessaires
- obtenir l'autorisation d'investir
- gérer les décaissements au fur et à mesure de la réalisation du projet

78. Les tâches de l'ONG nationale sont essentiellement les suivantes:

- identifier des investissements et projets qui l'intéressent
- identifier un service de l'Etat ou une ONG internationale intéressés
- identifier les dettes éligibles et obtenir l'accord de conversion en sa faveur
- obtenir l'autorisation d'investir
- obtenir les décaissements au fur et à mesure de la réalisation du projet

Recommandation 2 : Mieux préparer les projets susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes

79. Une bonne partie des projets présentés par les ONG nationales lors de la mission ne sont pas au point; ils doivent être davantage mis au point. Les critères d'identification, de préparation et d'évaluation des projets sont classiques. Il faut les respecter.

80. A cet effet, on peut par exemple, s'appuyer sur les canevas proposés par le Bureau du PNUD à Bamako.

Recommandation 3: Mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion

81. Il faut lancer le processus de conversion de dettes en impulsant des opérations pilotes de conversion. Pour cela:

- identifier des dettes éligibles et rapidement convertibles
- identifier des projets éligibles, prioritaires et bien préparés
- identifier des donateurs et autres bailleurs de fonds intéressés
- négocier avec les créanciers
- analyse de la faisabilité économique et financière ainsi que de l'efficacité des transactions envisagées
- préparer les demandes correspondantes à soumettre au gouvernement et au créancier
- préparer la documentation de la transaction requise et la finaliser

Recommandation 4: Mieux informer et former les acteurs concernés par la conversion de dettes

82. Les séances de travail à Bamako ont montré que les représentants des bailleurs de fonds et les ONG internationales, et même ceux de l'Etat, sont en général peu informés ou sensibilisés aux possibilités des conversions de dettes. Or, ce qui est décisif c'est leur information, leur soutien et leur initiative en faveur de la conversion de dette.

83. Les ONG nationales ont montré le plus d'intérêt à la conversion de dettes. Elles doivent d'abord compter sur elles-mêmes et sur l'Etat malien pour obtenir l'appui de donateurs potentiels.

84. La mise en oeuvre de conversion de dettes fait appel à des compétences techniques diverses. Une formation doit être dispensée aux acteurs concernés pour qu'ils puissent les mener à bien.

Recommandation 5: Mettre en place des appuis institutionnel et technique à la conversion de dettes

85. L'exécution de ces tâches ne peut être menée à bien si elle n'est pas impulsée par une structure adéquate et si elle ne bénéficie pas d'appuis institutionnel et technique.

86. La structure d'impulsion pourrait consister en une cellule de 3 à 5 personnes représentant: le Ministère des finances, le Ministère de tutelle des ONG, le SECO/ONG.

87. La cellule d'appui institutionnel serait légère et serait capable de faire appel en tant que de besoin aux compétences techniques nécessaires. Elle avait les objectifs suivants:

- aider au lancement du processus de conversion de dettes
- appuyer des administrations et cellules concernées par le travail sur la conversion

88. L'appui technique à la conversion de dettes peut être apporté par des compétences nationales ou étrangères. L'assistance technique étrangère peut l'être par des organisations internationales (CEA, UNICEF, FAO, etc.) ou des ONG internationales (IUCN, Finance for Development, RADEV). C'est aux autorités et ONG nationales de développer directement des contacts avec les organisations et ONG internationales pouvant les appuyer dans la conversion de dettes.

**V. PROPOSITION DE MISE EN PLACE D'UN PROJET D'APPUI A LA
CONVERSION DE DETTES**

89. En application des recommandations ci-dessus, il est proposé la mise en place, avec l'appui du PNUD, d'un projet d'appui à la conversion de dettes pour le développement. La présente proposition propose à la discussion ses principaux axes, objectifs et résultats, ainsi que sa durée et son budget. La durée peut être de 24 à 30 mois; son budget pourrait se monter de 75.000 à 150.000 dollars. Le projet fera tout particulièrement appel à des experts et consultants nationaux.

90. Ce projet devrait fortement intéresser non seulement le Gouvernement mais aussi le PNUD qui, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'action du sommet social, est favorable à des initiatives de partenariat social et de développement alimentées par le paiement de la dette.

91. Un document complet de projet pourra être rapidement élaboré sur la base des décisions qui seront prises par le Gouvernement et le PNUD et des remarques suscitées par la présente proposition. Une première variante de budget est donnée en annexe.

92. Le projet d'appui pourrait contribuer à la prise en compte d'une partie des recommandations faites par la mission, et ce en fonction des moyens qui lui sont alloués. Il permettra de catalyser les efforts nationaux, les appuyer et accomplir directement certaines tâches.

93. Les axes du programme d'activités du projet pourraient être les suivants

- Axe 1: Contribuer à élaborer une politique nationale de conversion de dettes
- Axe 2: Aider à la meilleure préparation de projets d'ONG susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes
- Axe 3: Aider à mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion de dettes pour le développement
- Axe 4: Mieux informer et former les acteurs concernés par la conversion de dettes

94. Examinons le contenu possible de ces axes en termes d'objectifs, de résultats et éventuellement d'activités.

Axe 1: Contribuer à élaborer une politique nationale de conversion de dettes

95. Au Mali, même si les autorités ont approuvé clairement le principe d'opérations de conversion de dettes, elles n'ont pas encore mis au point une politique précise de conversion de dettes. La contribution à l'élaboration d'une politique nationale de conversion de dettes implique la fixation des objectifs suivants:

- Objectif 1-** La connaissance approfondie de la situation de la dette extérieure du Mali
- Objectif 2-** La prise en compte des conditions et du contexte juridiques de cette dette
- Objectif 3-** La définition des orientations de la politique nationale de conversion
- Objectif 4-** La délimitation du rôle des acteurs concernés par les conversions
- Objectif 5-** L'éventuelle mise en place d'un programme national de conversion de dettes

96. Pour l'atteinte de l'objectif 1, c'est-à-dire la connaissance approfondie de la situation de la dette extérieure, le projet apportera sa contribution par les résultats suivants:

- Résultat 1:** Analyse de la dette en cours (répartition de la dette par créanciers et emprunteurs, ainsi que son échéancier; conditions de la dette; rééchelonnements ou annulations antérieurs).
- Résultat 2:** Analyse des possibilités et difficultés du repaiement de la dette (Les paiements budgétisés ou prévus de la dette; les arriérés de la dette et les difficultés éventuelles de son paiement; les perspectives en la matière).
- Résultat 3:** Dette éligible à la conversion (liste des dettes éligibles; les contrats et les conditions initiales de la dette éligible).
- Résultat 4:** Les conditions possibles de la conversion de la dette (les prix du marché secondaire de la dette; les politiques des créanciers).

97. L'atteinte de l'objectif 2, c'est-à-dire la prise en compte des conditions et du contexte juridiques de cette dette, suppose que soient en particulier obtenus les résultats suivants:

Résultat 1: Point des mesures réglementaires générales maliennes pouvant concerner les conversions (en particulier, en matière de fiscalité, de réglementation des paiements, de transfert de fonds, de taux de change).

Résultat 2: Point des mesures réglementaires spécifiques des pays créanciers principaux en liaison avec les implications des conversions;

Résultat 3: Connaissance des clauses spécifiques des contrats des dettes éligibles (clauses de traitement équitable, clauses de pré-paiement...).

98. L'atteinte de l'objectif 3, c'est-à-dire la définition des orientations de la politique nationale de conversion, suppose les résultats suivants:

Résultat 1: Fixation des objectifs visés par la conversion de dette pour le développement

Résultat 2: Choix des dettes éligibles à la conversion

Résultat 3: Désignation des entreprises, ONG et institutions éligibles à la conversion

Résultat 4: Définition ou mise à jour du cadre réglementaire de la conversion

Résultat 5: Définition des procédures générales de la conversion (procédures de candidature et d'approbation des opérations de conversion: procédure de mise en oeuvre des conversion)

Résultat 6: Orientations pour les termes de la conversion (les termes financiers, les types de dépenses pouvant être prises en charge...).

Résultat 7: Proposition du cadre institutionnel de la conversion (cellules d'impulsion et de coordination; services chargés du suivi des prix des conversions, de la sélection des projets éligibles, du décaissement et contrôle des produits de la conversion).

99. L'atteinte de l'objectif 4, c'est-à-dire la délimitation du rôle des acteurs de la conversion est indispensable pour permettre aux initiatives de se développer dans ce domaine. Il faut dépasser l'attentisme ou la tendance à attendre des initiatives des autres acteurs. Il faut mieux connaître le rôle possible du pays débiteur et de l'Etat, des créanciers, des ONG nationales, des ONG internationales. Cet objectif suppose que soient en particulier obtenus les résultats suivants:

- Résultat 1: Délimitation du rôle de l'Etat
- Résultat 2: Délimitation du rôle des ONG nationales
- Résultat 3: Délimitation du rôle des ONG internationales
- Résultat 4: Délimitation du rôle des créanciers.

Axe 2 : Aider à mieux préparer les projets susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes

100. Dans le cadre de cet axe 2, les objectifs suivant peuvent être fixés:

- Objectif 1- Délimiter les secteurs prioritaires de projets bénéficiant de la conversion
- Objectif 2- Disponibilité de listes d'idées de projets
- Objectif 3- Aide à la finalisation de la préparation de projets éligibles

Axe 3: Aider à mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion

101. Il faut aider à lancer le processus de conversion de dettes en impulsant des opérations pilotes de conversion. Pour cela, les objectifs suivants peuvent être fixés:

- Objectif 1- Identifier des dettes éligibles et convertibles
- Objectif 2- Sélectionner des projets éligibles bien préparés
- Objectif 3- Identifier des donateurs et autres bailleurs de fonds intéressés
- Objectif 4- Aide aux transactions (Analyse de la faisabilité économique et financière des transactions)

envisagées;- Préparer les demandes correspondantes à soumettre au gouvernement et au créancier;- Préparer la documentation des transactions)

Axe 4: Aider à mieux informer et former les acteurs locaux concernés par la conversion de dettes

102. Les objectifs suivants peuvent être fixés:

Objectif 1- Informer les nationaux

Objectif 2- Echanger des informations avec les ONG internationales

Objectif 3- Echanger des informations avec les bailleurs de fonds et créanciers

Objectif 4- Organiser des ateliers d'information

Objectif 5- Former des nationaux à la conversion de dettes

ANNEXE 1

AXES, OBJECTIFS, RESULTATS

**ET BUDGET PREVISIONNEL
DU PROJET D'APPUI A LA CONVERSION DE DETTES**

- AXE 1 -** Contribuer à élaborer une politique nationale de conversion de dettes
- AXE 2 -** Aider à la meilleure préparation de projets susceptibles de bénéficier des procédures de conversion de dettes
- AXE 3 -** Aider à mettre en oeuvre effectivement des opérations pilotes de conversion
- AXE 4 -** Mieux informer et former les acteurs concernés par la conversion de dettes
- Budget prévisionnel 1 et 2 du Projet

AXES, OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES		1996	1997			1998		
AME 1: COMPIRE A ELABORER UNE POLITIQUE NATIONALE DE CONVERSION DE DETTES <u>Objectif 1</u> Connaissance approfondie de la situation de la dette extérieure du Mali <u>Résultat 1</u> : Analyse de la dette en cours <u>Résultat 2</u> : Analyse des possibilités et difficultés du repaiement de la dette. <u>Résultat 3</u> : Dette éligible à la conversion. <u>Résultat 4</u> : les conditions possibles de sa conversion.		X	X	X	X	X	X	X
<u>Objectif 2</u> : Prise en compte des conditions et du contexte juridiques de la dette <u>Résultat 1</u> Point des mesures réglementaires générales maliennes concernées <u>Résultat 2</u> : Connaissance des mesures réglementaires spécifiques des pays créanciers principaux en liaison avec les conversions <u>Résultat 3</u> : Connaissance des clauses spécifiques des contrats des dettes éligibles		X	X	X	X	X	X	X

ANES, OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES												

[illegible]

AXES, OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES												
	1996				1997				1998			
	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
AXE 3 - AIDER A METTRE EN OEUVRE EFFECTIVEMENT DES OPERATIONS PILOTES DE CONVERSION												
<u>Objectif 1:</u>												
Identifier des dettes éligibles et convertibles		x	x	x	x	x	x					
<u>Objectif 2</u>												
Sélectionner des projets éligibles bien préparés		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
<u>Objectif 3:</u>												
Identifier des donateurs et autres bailleurs de fonds intéressés		x	x	x	x	x	x					
<u>Objectif 4:</u>												
Aide aux transactions de conversion		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Analyse de la faisabilité économique et financière des transactions envisagées												
Préparer les demandes correspondantes à soumettre au gouvernement et au créancier												

[illegible]

RUBRIQUES	1996		1997		1998		TOTAL	
	Montant	h/m	Montant	h/m	Montant	h/m	Montant	h/m
PERSONNEL								
- Expert national en préparation de projets et Coordinateur	3.000.000	6	6.000.000	12	6.000.000	12	15.000.000	30
- Assistant administratif/ Secrétaire de direction	900.000	6	1.800.000	12	1.800.000	12	4.500.000	30
- Consultants nationaux (économistes, juristes...)	3.000.000	4	7.500.000	10	4.500.000	6	15.000.000	20
- Chauffeur	120.000	3	480.000	12	480.000	12	1.080.000	27
SOUS-TOTAL	7.020.000	19	15.780.000	46	12.780.000	42	35.580.000	107
EQUIPEMENT								
- Véhicule	15.000.000						15.000.000	-
- Mini-ordinateur et accessoires	3.000.000						3.000.000	-
- Fax	800.000						800.000	-
- Photocopieuse	1.700.000						1.700.000	-
SOUS-TOTAL	20.500.000						20.500.000	-
FONCTIONNEMENT								
- Missions à l'étranger							15.000.000	-
- Mission au Mali							2.000.000	-
- Frais véhicule (essence, maintenance)/							12.400.000	-
- location bureau/ participa.							1.800.000	-
- Fournitures							2.000.000	-
- Communications							6.800.000	-
SOUS-TOTAL							40.000.000	-
FORMATION								
- Séminaires et échanges							10.000.000	-
SOUS-TOTAL							10.000.000	-
TOTAL							106.080.000	107

BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET D'APPUI A LA CONVERSION DE DETTES
(Variante 2, montant en millions de FCFA)

RUBRIQUES	1996		1997		1998		TOTAL	
	Montant	h/m	montant	h/m	Montant	h/m	Montant	h/m
PERSOINNEL								
- Expert national en préparation de projets et Coordinateur	3.000.000	6	6.000.000	12	6.000.000	12	15.000.000	30
- Assistant administratif/ Secrétaire de direction	900.000	6	1.800.000	12	1.800.000	12	4.500.000	30
- Consultants nationaux (économistes, juristes...)	3.000.000	4	5.250.000	7	3.000.000	4	11.250.000	15
SOUS-TOTAL	6.900.000	16	13.050.000	31	10.800.000	28	30.750.000	75
EQUIPEMENT								
- Mini-ordinateur et accessoires	3.000.000						3.000.000	-
- Téléphone, fax	800.000						800.000	-
- Photocopieuse	1.700.000						1.700.000	-
SOUS-TOTAL	5.500.000						5.500.000	-
FONCTIONNEMENT								
- Missions à l'étranger							12.500.000	-
- Mission au Mali							2.000.000	-
- Frais transport								-
- Location bureau/participa.							6.200.000	-
- Fournitures							1.800.000	-
- Communications							2.000.000	-
SOUS-TOTAL							31.300.000	-
FORMATION								
- Séminaires et échanges							7.500.000	-
SOUS-TOTAL							7.500.000	-
TOTAL							75.050.000	75

ANNEXE 2

LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE

Kone Namala, Directeur Général de la Dette Publique

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG)

1. Sanogho Adama, Président du Secrétariat de concertation des organisations non-gouvernementales maliennes (SECO) et Président de l'ONG Amade
2. Mokhtar Sekou Traoré, SG CECOONG et Président ONG Association Kilabo
3. Daba Coulibaly, Président de l'ONG Stopsahel
4. TERENCE M.C. CAUNGHAM, Directeur, Plan International
5. Seydou Bouare, Représentant IUCN (Union Mondiale pour la Nature)
6. Mme COULIBALY, directeur, OXFAM
7. André Turcotte, Directeur, CECI (Centre canadien d'Etude et de coopération internationale)
7. Toure, CECI

Voir liste ci-jointe d'ONG maliennes

PREMIER MINISTERE

1. Denis Traore, Commissaire au plan
2. Bakary DIARRA, Chargé de mission
3. Hamza CISSE, Directeur, Agence dvpmt social

BCEAO

1. Idrissa TRAORE, Directeur national p.i.
2. Cheikh Ahmed Tidiane DIAKITE, Economiste
3. DIAWARA, Chef service Etudes

PNUD ET AUTRES ORGANISMES DE COOPERATION

- 1- Tore ROSE, Représentant résident
- 2- Théodore Nkiko MPATSWENUMUGABO, Economiste principal
- 3- Diedi SYLLA, Conseiller en développement durable
- 4- Halima KONATE, Chargée des ONG
- 5- M. GIOVALECCHI, Sous-directeur, Caisse française de développement
- 6- Anne GAUDET, Premier Secrétaire, Ambassade du Canada

ANNEXE 3
LISTE DES ONG AYANT PROPOSE DES PROJETS
LORS DE L'ATELIER DES 22 ET 25 JANVIER 1996

Noms	Sigles
Secrétariat de Concertation des ONG Maliennes	SECO- ONG/MALI
Action pour le Développement des Zones Rurales	A.D.Z.O.R.
Objectif Sahel-vert/Groupe d'Appui au Développement à la Base	OS vert/ GHDB
Objectif-Sahel-Vert	OS vert
Association Malienne pour la Promotion du Sahel	A.MA.PRO.S.
Association des Jeunes pour le Développement Endogène Sahel	AJDES
Association Malienne pour l'Emancipation du Monde Paysan	AMEMP
Groupement d'Appui aux Initiatives Economiques	GAIE/Femmes
Action Jeunesse Rurale	AJR
Groupe de Recherches et d'Applications Techniques	GRAT
Association de Recherche-Action Femmes et Développement	ARAFD
Association pour le Programme Intégré de Développement	APIDEV
Action Promotion Développement	A.P.Dev
Association d'Appui à l'Auto-Développement Communautaire	A.A.DE.C.
Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés	A.D.A.C.
Groupe d'Appui pour l'Auto-Promotion du Monde Rural- Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés - Kafo Kanou	G.A.K.
Action Malienne pour le Développement et la Formation du Sahel	AMADEF-SAHEL
Réseau d'Appui aux Initiatives Communautaires	RAIC
Association pour la Promotion des Initiatives Locales	APIDEL
Kemeku Yiriwa Tom	KYT
Action Couverture et Développement	ACD

**LISTE DES ONG AYANT PROPOSE DES PROJETS
LORS DE L'ATELIER DES 22 ET 25 JANVIER 1996
(SUITE ET FIN)**

Noms	Sigles
Association Malienne pour la Conservation de la Faune et de l'Environnement	AMCFE
Ligue de Lutte contre le Sous-Développement	LILUDE
Association Kilabo	KILABO
Groupe d'Appui à la Formation de Base	G.A.F.B.
Association Malienne de Recherche Action pour le Développement	AMRAD
ADESS	ADESS
Association Malienne pour le Développement "YIRIWA SAPA"	AMADYS
Association Malienne pour le Progrès et le Développement	AMPD
Action des Namas Volontaires	ANV
Association des Femmes Educatrices du Mali.	AFEM
Mission Sahel	MS
Groupe de Recherche Action pour la Promotion Economique et Sociale	GRAPES
Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance	ASSAFE
Appui aux Organisations féminines des villages du Mali	AOFVM
Animation et Suivi des Points d'Eau Villageois	ASPEV
Association pour le Développement des Activités de Production et de Formation	ADAF/Gallé
Oeuvre Malienne d'Aide à la Femme et à l'Enfant au Sahel	OMAFES
Solidarité pour le Sahel	SOLISA
Organisation d'Appui au Développement	OAD
Association pour le Développement Communautaire	ADC
Association Malienne pour la Protection de l'Environnement/STOP-SAHEL	STOP-SAHEL

ANNEXE 4

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Atelier sur la conversion de dettes au Mali, Bamako, décembre 1995 USAID/Finance for Development, Inc
- Synthèse des travaux de l'atelier sur la dette et les mécanismes alternatifs de financement de l'environnement, Bamako, 6-7 novembre 1995 Ministère du développement rural et de l'environnement /Union Mondiale pour la Nature, UICN
- Mise en oeuvre du Programme d'Action du Sommet Social, Renforcement des capacités pour le développement social: Fonds de partenariat social (Document de réflexion) PNUD/Bureau regional pour l'Afrique fin 1995
- Programme Appui aux Collectivités Décentralisées pour un développement participatif (ACODEP), Rapport d'activités 93-95
- Documents divers de l'Association "Finance for Development"

[illegible]

ECA
 336.3(662)063
 C7665 U.N.ECA
 La conversion de
 dettes pour le deve-
 loppement du Mali,
 1996
 c. 1
 DATE